

République du Sénégal
Un Peuple-Un But-Une Foi



**Forum de haut niveau du Conseil économique et social des Nations Unies sur le
développement durable**

Message de SEM Macky Sall, Président de la République du Sénégal

06 juillet 2021

**Excellence, Monsieur l’Ambassadeur Munir Akram,
Président du Conseil économique et social,**

**Excellences, Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs,
Distingués délégués,**

Mesdames, Messieurs,

Tout d’abord, je remercie l’Ambassadeur Munir Akram pour son aimable invitation et le félicite pour la tenue de ce Forum de haut niveau de l’ECOSOC sur le développement durable, dans le contexte de la pandémie COVID-19, qui continue d’éprouver durement nos pays au plan sanitaire, économique et social.

Par sa brutalité, sa dimension mondiale et son impact aux effets multiples, cette crise est sans précédent dans l’histoire de l’humanité.

Pour la première fois depuis plus de 20 ans, l’Afrique, dont les taux de croissance étaient régulièrement

supérieurs à la moyenne mondiale, est en récession, à quelques rares exceptions, dont le Sénégal ; notre taux de croissance étant passé de plus de 6% à 1,5%.

Mais l'Afrique continue de faire preuve de résilience face à la crise.

Au Sénégal, nous avons adopté une démarche évolutive en trois phases :

- **D'abord par une riposte sanitaire immédiate**, avec l'achat massif de médicaments, équipements et matériels médicaux ; la construction et réhabilitation de structures sanitaires ; la gratuité du dépistage et du traitement des malades ; et l'achat de vaccins, en plus de l'initiative COVAX, qui est appréciable, mais encore limitée.
- **Ensuite, nous avons déroulé un Plan de résilience économique et sociale**, financé par l'Etat à hauteur de **1,64 milliard de dollars**, avec l'appui de partenaires au développement et de donations

volontaires. Ce plan nous a permis de soutenir les ménages et les entreprises par des interventions directes et des facilités fiscales, douanières et financières.

- **Enfin**, nous avons lancé depuis septembre 2020 la relance économique, avec **le Programme d'Actions Prioritaires ajusté et accéléré (PAP2a)** dont les urgences portent sur la souveraineté alimentaire (agriculture, élevage et pêche), sanitaire et pharmaceutique en même temps que nous poursuivons les politiques publiques sur les infrastructures, l'énergie propre, l'industrialisation, l'économie numérique et le tourisme, entre autres.

Je salue la mobilisation des partenaires bilatéraux et multilatéraux, notamment toute la Team Europe, la Chine, les Etats Unis, le FMI, la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement, en appui à nos efforts de résilience, y compris par l'initiative du G20 de suspension du service de la dette.

Mais face à l'ampleur d'une crise dont personne ne peut encore prédire la durée, nous devons renforcer les mesures de résilience et de relance.

Travaillons pour l'accès de tous au vaccins, parce que tant que le virus ne sera pas vaincu partout, personne ne sera à l'abri. Avec l'Institut Pasteur de Dakar, le Sénégal reste engagé dans le processus de production de vaccins pour contribuer à la lutte contre la pandémie.

Soyons plus solidaires et plus inclusifs dans les efforts de reconstruction économique. C'est l'objectif des conclusions du Sommet de Paris sur le financement des économies africaines de mai dernier. Et c'est le sens de l'allocation prochaine de nouveaux DTS à hauteur de **650 milliards de dollars \$US**, dont **33 milliards** destinés à l'Afrique.

Je rappelle cependant que le FMI estime que le besoin de financement additionnel des pays africains s'élève à **285 milliards** de dollars d'ici à 2025.

C'est pourquoi j'appelle les pays du G20, qui recevront plus de 2/3 des nouvelles allocations de DTS, à réallouer au moins **100 milliards de dollars** en appui aux efforts de relance des pays à faible revenu.

Mais au-delà des solutions conjoncturelles, les pays en développement réclament surtout **une réforme en profondeur de la gouvernance économique et financière mondiale**, afin de créer des conditions plus propices de financement du développement, non par l'aide, mais par l'accès aux marchés de capitaux à des coûts soutenables et selon des maturités adaptées aux actifs à financer. C'est une nécessité vitale pour nos économies.

Nous voulons une réforme urgente des règles de l'OCDE sur les conditions d'octroi des crédits export ; parce qu'on ne peut pas appliquer les mêmes standards à des pays à forces et besoins inégaux.

Nous voulons un assouplissement des règles de plafonnement de l'endettement et du déficit budgétaire, et une correction des critères de perception et d'évaluation du risque d'investissement, pour une notation plus transparente et plus juste des pays en développement ; ce qui rendrait les coûts de primes d'assurance moins élevés.

Nous voulons une lutte plus ferme contre les paradis fiscaux et les flux financiers illicites, y compris l'évasion fiscale. Selon la CNUCED, ces flux coûtent à l'Afrique au moins **89 milliards** de dollars US par an, soit la moitié de nos besoins annuels en investissement.

Enfin, nous appelons à l'améliorations des règles du système fiscal international, dans le cadre du projet de lutte contre l'Erosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfice, (BEPS) piloté par l'OCDE sous l'égide du G20.

Dans cet esprit, le Sénégal salue et soutient la proposition américaine pour l'instauration d'un taux minimal d'imposition sur l'ensemble des entreprises à l'échelle mondiale.

Ensemble, œuvrons pour un ***New Deal*** où les intérêts de tous les pays seront pris en compte, pour un ordre mondial plus juste et plus inclusif.

Je souhaite plein succès à vos travaux.